

Privatisations

Au printemps dernier, les dirigeants de la société Webhelp remettaient en grande pompe au Premier ministre et au ministre de l'Action et des Comptes publics un rapport promettant à l'État une économie de 35 milliards en dix ans ! Alléchant.

Quelques semaines plus tard, G. Darmanin inaugurerait également en grande pompe l'ouverture d'un centre d'appels de la même société... à Tourcoing.

L'activité de cette société Webhelp concerne en effet la relation clients. Et sa promesse d'économie substantielle pour le budget de l'État prenait corps dans une proposition simple : privatiser les missions de front-office, l'accueil téléphonique en l'espèce !

Une rapide recherche sur la toile permet de constater que d'autres entreprises du secteur se sont positionnées sur ce vecteur lucratif. Service-client.fr par exemple propose un bouquet, payant bien entendu (0,80 Euros la minute plus prix de l'appel) qui va de la mise en relation avec les services de la DGFIP, au conseil fiscal en passant par l'aide à la déclaration.

La maille est grosse et peut être dupliquée dans plein de domaines : faire en sorte qu'un service public soit défaillant (en supprimant des emplois, en baissant les budgets, en déstructurant les missions et les services,...) pour pouvoir l'offrir à terme au secteur concurrentiel. Quand on veut noyer son chien.....

Il y a quelques jours, très exactement le 20 octobre, le journal le Figaro relatait l'appel du pied de la Fédération nationale de l'information d'entreprise, de la gestion de créances et de l'enquête civile (FIGEC) à la DGFIP. Il concernait le recouvrement des amendes qui a fait l'objet d'un rapport sénatorial plutôt négatif sur les résultats de la DGFIP en la matière. Les Sénateurs pointaient un déficit de recettes de l'ordre du milliard d'euros, autant d'amendes et de contraventions qui n'étaient pas payées et que la DGFIP peinait à faire rentrer...

Un des objectifs non-avoué du nouveau réseau de proximité, couplé avec la généralisation du dispositif, très différencié dans sa mise en œuvre sur le territoire national, d'accueil sur rendez-vous, vise clairement à dégoûter les contribuables de se déplacer dans nos services. Quand ils constateront, à terme et si nous n'arrêtons pas les fossoyeurs de la DGFIP, une chute à la fois de l'offre de service et de sa qualité, ils se tourneront sans sourciller vers les opérateurs privés qui ne manqueront pas de fleurir.

Quant au recouvrement, il est l'objet d'évolutions qui prévoient très clairement, non seulement l'unification des créances fiscales et sociales (l'unification du recouvrement fiscal est déjà bien avancé), mais également la création d'une agence (même si cette éventualité est à ce stade, sinon écartée, à tout le moins repoussée très loin dans le temps). L'appel du pied de la FIGEC n'est pas donc pas anodin.

Nos dirigeants jurent la main sur le cœur qu'ils n'ont pas pour objectif de privatiser, transférer ou abandonner des missions. Alors, qu'ils le prouvent en renforçant la DGFIP et en arrêtant de la détruire, notamment au travers du nouveau réseau de proximité (NRP).

Nous pouvons les y aider :

**EN PARTICIPANT À LA VOTATION NATIONALE
EN ÉTANT MASSIVEMENT EN GRÈVE**

ET PRÉSENT À LA MANIFESTATION NATIONALE À PARIS LE 14 NOVEMBRE